

Fiche 22 : Inégalités

Inégalités économiques

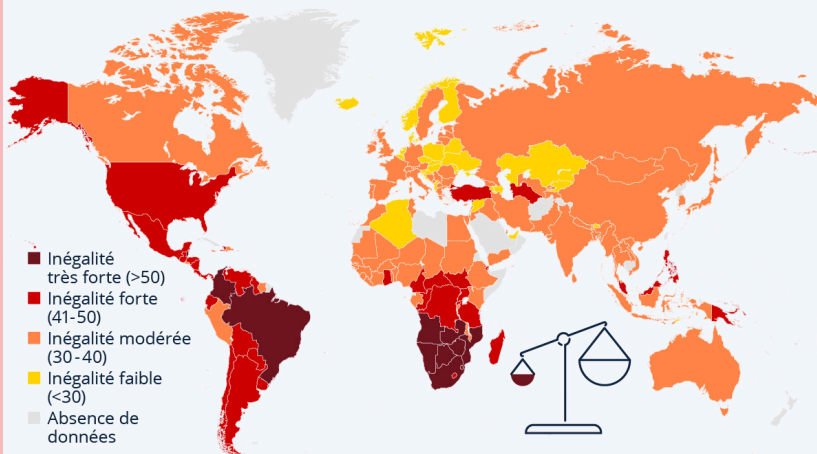
Les revenus sont distribués de manière inégalitaire entre les individus. Ces inégalités s'observent entre les pays et au sein des pays et fondent une hiérarchie entre les individus. Une différence de revenu implique une différence d'accès aux biens et aux services consommés.

Une inégalité des revenus n'est pas nécessairement quelque chose de négatif. Elle est souvent perçue comme une incitation à fournir des efforts et à progresser et est acceptée dans une certaine mesure puisque les individus ne fournissent pas forcément le même travail. Cependant, une trop grande inégalité peut poser problème. Elle favorise le sentiment d'injustice chez la population et limite la consommation. Lorsque les inégalités sont trop importantes, les individus plus pauvres ne prennent pas de risques et leur motivation est impactée, on observe donc beaucoup moins d'innovation et d'entreprises créées. Lorsque les individus ont l'impression que ce qu'ils fournissent à la société ne correspond pas à ce qu'ils reçoivent, des tensions sociales naissent et se développent et peuvent constituer une menace pour la paix sociale.

Les États-providences ont donc mis en place un système de redistribution pour limiter ces inégalités, les plus riches sont taxés et une part de cet argent est redistribué aux plus pauvres, leur évitant une situation de trop grande pauvreté.

Les inégalités de revenus dans le monde

Niveau d'inégalité des revenus par pays, selon l'indice de Gini (0 = égalité parfaite ; 100 = inégalité totale)*



* Derniers indices de Gini disponibles par pays en septembre 2024.

Source : Banque mondiale - Plateforme Pauvreté et Inégalités (PIP)



statista

L'indice (ou coefficient) de Gini est une mesure statistique permettant de rendre compte de la répartition de la richesse (revenus, consommation, etc.) dans un pays : son échelle varie de 0 (égalité parfaite) à 100 (inégalité totale).

Source: statistica, 2025

Inégalités salariales

En Suisse, une femme gagne en moyenne 18% de moins qu'un homme. 52,2% de la différence s'explique par des facteurs objectifs : position professionnelle, ancienneté ou niveau de formation. Elles sont moins représentées dans des postes aux exigences élevées et dans des postes de cadres, elles ont encore en moyenne un niveau d'étude plus bas et sont plus représentées dans des branches à bas salaires. Il reste cependant 7,8% de différence de salaire entre les hommes et les femmes qui ne s'explique pas et qui est potentiellement explicable par une discrimination sur le sexe. Le phénomène est plus marqué dans le secteur privé que public et s'observe dès l'entrée dans la vie professionnelle.

Pour réduire au maximum ces écarts, les entreprises (ou le secteur public) devraient contrôler leur politique salariale (il existe des outils adaptés comme Logib) et appliquer le principe de « à travail égal, salaire égal » que prévoit la loi sur l'égalité, elles peuvent également mettre en place des techniques pour lutter contre les stéréotypes, notamment à l'embauche.

Commerce équitable

Les lois du travail et leur respect ne sont pas uniformes dans le monde. Certaines entreprises établies dans nos pays produisent à l'étranger et certains des produits que l'on importe ne respectent pas les droits de l'homme. Différents droits sont bafoués et on relève des cas de travail forcé par exemple ou des conditions de travail qui mettent gravement en danger la santé des employés alors que des protections efficaces existent, du travail des enfants, de la corruption, etc.

D'autres entreprises portent également atteinte à l'environnement de manière grave et irréversible en ne respectant pas les accords que leur pays d'origine a signé ou manipulent les consommateurs.

Dans l'univers du développement durable, on entend souvent parler du RSE en ce qui concerne le monde industriel, soit la « responsabilité sociétale des entreprises ». La Commission européenne la définit comme « l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes », c'est la contribution amenée par les entreprises aux objectifs de développement durable. Les entreprises doivent alors chercher à avoir un impact positif sur la société en restant économiquement viables. Certaines normes existent, comme les normes ISO mais cela reste sur une base volontaire et les États occidentaux ont très peu régulé le comportement des entreprises hors de leur territoire.